

LE FMI, BRAS FINANCIER DU CAPITAL EN AMERIQUE LATINE

Rouge n°1800, 4 septembre 2002

La crise continue à s'approfondir en Amérique latine. Le choc argentin s'est étendu très directement à l'Uruguay voisin, en raison des liens économiques et financiers entre ces deux pays. Pour des raisons qui lui sont propres, le Brésil est entraîné dans une phase de fortes tensions financières, tandis que les luttes sociales se développent à travers le continent, du Venezuela où le gouvernement Chavez est de nouveau dans le collimateur, jusqu'au Pérou et à la Bolivie. Ce climat a conduit le FMI à réorienter sa politique vis à vis de ses deux principales sources de préoccupation, à savoir l'Argentine et le Brésil. La manifestation la plus spectaculaire de ce revirement a sans conteste été l'annonce, le 8 août dernier, d'un "méga-prêt" de 30 milliards de dollars accordé au Brésil.

Cette attitude tranche de deux manières avec l'orientation récente du FMI. De manière générale, le FMI avait choisi de réagir aux multiples critiques dont il est l'objet, en adoptant un cours isolationniste. Au lieu d'injecter de l'argent pour apurer les situations, mieux valait laisser jouer la logique des marchés. Anne Krueger, directrice générale adjointe du FMI avait lancé l'idée d'un statut de faillite des Etats. Cette nouvelle attitude était relayée par Paul O'Neill, secrétaire américain au Trésor, expliquant qu'il ne servait à rien de prêter des sommes d'argent qui se retrouveraient quelques temps plus tard dans des comptes en Suisse.

Au Brésil, le FMI laissait se développer une tentative très orchestrée de chantage et de pression, tendant à déstabiliser la campagne de Lula. En avril encore, le principal argument de la bourgeoisie et de Cardoso consistait à jouer le catastrophisme : si Lula est élu, vous aurez l'Argentine. On ne voit pas très bien la logique de l'argumentation, puisque Lula se propose justement de s'écarter des préceptes néo-libéraux du FMI, ce qu'auraient été bien inspirés de faire les gouvernements argentins. En tout cas, le real a continué à se déprécier par rapport au dollar (40 % depuis le début de l'année) sans obtenir le résultat voulu, puisque Lula restait à la première place dans les sondages, alors que le candidat de Cardoso ne cessait de reculer.

Devant la menace d'une extension incontrôlée de la crise à l'ensemble du continent, le FMI en est revenu à une politique plus classique consistant à alléger la pression existant sur le Brésil. Mais il ne renonce pas pour autant à peser sur la vie politique brésilienne. Comme à l'habitude, son aide est soumise à des conditions très contraignantes, dont dépend la mise à disposition de 80 % des crédits. Ces conditions prennent la forme d'une austérité budgétaire considérable avec un excédent primaire (avant paiement des intérêts) égal à 3,75 % du PIB, et cela jusqu'en 2005.

Bien après les élections, donc. Comme le souligne, Horst Köhler, le directeur général du FMI, il s'agit d'un "pont fourni au prochain gouvernement". Et c'est bien la grande nouveauté, que de vouloir impliquer tous les candidats. Lula a accepté cette responsabilité : "à présent, nous pourrions poursuivre la campagne électorale sans la menace de la fuite des capitaux", a-t-il déclaré, laissant à son allié libéral et candidat à la vice-présidence le soin de mettre les points sur les i en s'engageant par avance à ne pas remettre en cause les termes de cet accord.

La tactique du FMI en Argentine est évidemment différente. L'économie argentine ayant littéralement imploré, en partie d'ailleurs sous la pression de ses exigences d'austérité budgétaire, le FMI a bien été obligé de prendre acte de la situation. Après avoir injecté plusieurs dizaines de milliards, il a arrêté les frais en décembre dernier. Il mène depuis une guerre de position qui consiste à négocier pied à pied un programme d'ajustement en échange de la reprise de ses aides. Le gouvernement argentin est constamment obligé de refaire sa copie. Dans l'intervalle, il obtient des moratoires partiels sur les échéances, comme par exemple celle du 9 septembre, pour 2,7 milliards de dollars. On commence à imaginer que ce processus pourrait être étiré jusqu'aux prochaines élections.

C'est que le FMI ne souhaite pas non plus déstabiliser un gouvernement exposé, non seulement à la décomposition de l'économie, mais aussi à la montée d'une opposition populaire. A l'opposé des tentatives de conciliation du PT au Brésil, le programme de la gauche radicale argentine repose sur le gel de la dette et le refus de toute discussion avec le FMI. La priorité à la satisfaction des besoins les plus urgents passe par une double rupture : expropriation à l'intérieur, monopole du commerce extérieur pour centraliser les recettes d'exportations et empêcher les sorties de capitaux. Le FMI est donc à l'offensive, comme bras financier des Etats-Unis et de ses banques, au nom du Capital en général. Mais sa politique exprime aussi une inquiétude croissante face à la possible généralisation de politiques de ruptures à l'égard de l'ordre qu'il défend.

Michel Husson